

II

Interactions locales et interrelations spatiales aux sources de la diversité des territoires

NADINE LEVRATTO ET DENIS CARRÉ

I. CONDITIONS STRUCTURELLES, MÉCANISMES D'AGGLOMÉRATION ET JEUX DES ACTEURS

La réalité est ainsi faite, les dynamiques territoriales ne sont pas identiques et témoignent de différences significatives qui conduisent à s'interroger sur leurs causes et à porter une attention particulière aux évolutions ou retournements qui peuvent se produire.

Ces dynamiques spatiales sont en partie déterminées par l'évolution du tissu d'entreprises (Levratto et Garsaa, 2016), au premier rang desquelles figure la part de l'industrie. Celle-ci a connu, depuis une quarantaine d'années, un long processus de contraction induit par différents phénomènes tels que la concurrence, la technologie, la productivité ou les externalisations (Demmou, 2010). S'ils ont fortement impacté les territoires à tradition industrielle, tous n'ont pas connu cette même trajectoire. Ceci n'est pas pour surprendre ; les différences de dynamique des territoires ne peuvent être interprétées à l'aune d'un seul facteur ou mécanisme. Au contraire, les fondements de la dynamique d'un territoire cristallisent un ensemble de phénomènes de type structurel et stratégique (Carré et Levratto, 2011a) dont rend compte la figure 1 qui présente les relations internes au sein d'un territoire vu comme un système dynamique et ouvert¹.

1. Cette présentation souligne l'existence de boucles rétroactives permettant d'introduire les effets successifs des structures et du jeu des acteurs.

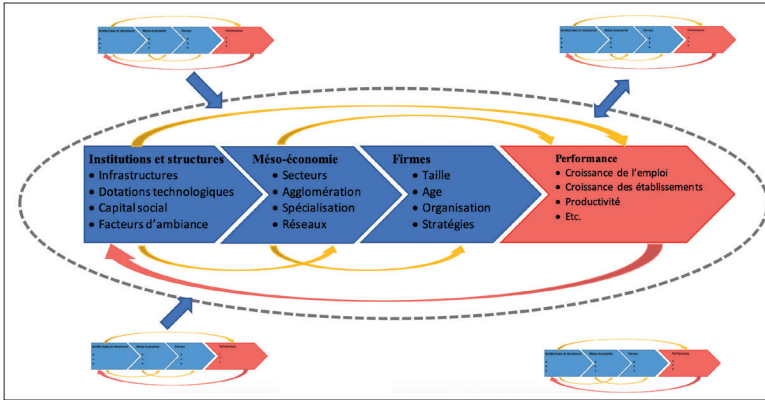


Figure 1. Les déterminants des performances des territoires.

Source : « Introduction générale », in Carré et Levratto, 2011b.

Selon cette approche, les performances d'un territoire dépendent de l'existence et des combinaisons de trois catégories de facteurs.

Le premier ensemble de facteurs contient les conditions de base, infrastructurales, institutionnelles ou sociales expliquant les performances et les trajectoires des territoires. Le cadre institutionnel, les règles juridiques mais également le capital social interviennent ici comme soubassement économique. Souvent inertes et peu malléables par l'action publique à court et moyen termes, nous les considérons ici comme des données à prendre en compte en tant que tels.

Le deuxième ensemble de déterminants concerne les caractéristiques de l'appareil productif local au premier rang desquelles figurent la nature des activités économiques, leur degré de concentration et de spécialisation. Une partie de la littérature, qui fait de l'espace un déterminant de la croissance des firmes (Audretsch et Dohse, 2007; Behrens et Thisse, 2007), insiste en effet sur la concentration des activités, la dimension des villes et leurs performances et, enfin, sur les économies d'agglomération comme facteurs de performance des territoires. À l'origine des effets d'agglomération, on trouve principalement la dimension des marchés, la qualité des facteurs, notamment du travail ou la circulation de l'information. En tendance, la dimension ou la concentration sur un territoire favoriserait sa performance comme l'envisage la Nouvelle économie géographique, thèse que confirment empiriquement les analyses de Combes, Duranton, Gobillon et Roux (2010) ou Combes, Magnac et Robin (2004) réalisées à partir de données portant sur les villes, les aires urbaines, les zones d'emploi

ou les départements français². Certaines conditions encadrent l'effectivité de la relation entre concentration des activités et performance des territoires (Johansson, 2005). Ainsi, l'agglomération de firmes favorise la croissance locale à condition que les activités en présence entretiennent des liens techniques ou commerciaux.

Le troisième ensemble de facteurs concerne directement les caractéristiques des entreprises telles que leurs âge et taille ou encore leur activité et leur statut. Ces caractéristiques individuelles déterminent la manière dont elles absorbent et transforment les ressources tangibles et intangibles du territoire et complètent les propos précédents sur leur place, leur poids dans la dynamique des territoires. Le déterminisme n'est cependant pas de mise en la matière comme le rappelle la remise en cause les hypothèses relatives aux comportements des firmes par Michael Storper (2013). Il importe alors de repérer les facteurs qui expliquent pourquoi certains territoires présentent plus de difficultés et produisent moins d'externalités positives que d'autres.

Enfin, la composante performance de ce schéma rappelle les indicateurs socio-économiques les plus fréquemment mobilisés dans l'appréciation comparative de la performance des territoires. Par la suite, et compte tenu de l'importance des politiques et des préoccupations à son sujet, c'est la variation de l'emploi que nous considérerons.

Outre les relations directes entre la performance des territoires et les trois catégories de facteurs identifiées, l'approche du territoire synthétisée par la figure 1 prend également en compte l'existence d'interrelations avec d'autres territoires, plus ou moins proches, pouvant intervenir sur l'économie d'un territoire considéré à travers des transferts de richesses, de biens ou de main-d'œuvre. En effet, le système territorial ne constitue pas un système clos : il s'inscrit dans un ensemble spatial plus large susceptible de participer à la production de la valeur ajoutée locale à travers de multiples phénomènes. Certains sont liés à la proximité géographique (diffusion, ruissellement, captation...), d'autres concernent essentiellement les interrelations entre acteurs (par exemple au sein d'un groupe d'entreprises, d'un réseau...).

2. Toutefois, les critères de performances retenus peuvent aboutir à des conclusions différentes. Ainsi, les gains de productivité peuvent en particulier être associés à des contraintes de croissance (Combes et Lafourcade, 2012) conduisant à évincer certaines activités ou entreprises, comme en témoigne le modèle de développement de la région Île-de-France (Carré, Levratto, 2019).

En définitive, la performance locale reflète conjointement l'influence des facteurs internes, dont la qualité des interactions au territoire et les (dés)avantages comparatifs naturels, institutionnels et culturels (organisation, coopération, esprit d'entreprise, capacité d'innovation, etc.) à travers les interrelations spatiales. Nous présentons successivement ces deux aspects.

II. LE TERRITOIRE, CREUSET DE SA PROPRE PERFORMANCE : PLACE ET RÔLE DE L'EFFET LOCAL

Tous les territoires, régions, zones d'emploi, collectivités locales ou communes, n'évoluent pas au même rythme que l'économie nationale. Il suffit d'examiner la carte des taux de variation de l'emploi à ces différents échelons pour s'en convaincre. À cela il y a plusieurs raisons. La première, et la plus évidente, concerne le portefeuille d'activités présent sur une unité spatiale donnée. Plus la proportion d'activités en croissance sera forte et plus l'économie locale sera dynamique comme le montre la montée en puissance des régions à forte composante servicielle ou résidentielle au cours des années 2000 et le recul tendanciel des vieilles régions industrielles du nord-est de la France au cours des quarante dernières années. Pourtant, la décomposition sectorielle de l'activité n'épuise pas, loin s'en faut, la question des inégalités territoriales comme nous l'avons montré à travers plusieurs études et recherches consacrées à la décomposition des sources des variations de l'emploi en France (Carré, Levratto et Lievaut, 2013; Carré et Levratto, 2016).

Reposant sur l'analyse *shift share* ou structurelle-résiduelle, ces analyses permettent d'évaluer « dans quelle mesure ces différences de croissance [entre territoires] s'expliquent par la structure sectorielle (favorable ou défavorable) de l'économie de la région en début de période ou par la tendance spécifique (dynamisme ou absence de dynamisme) de la région en cours de période » (Beaud, 1966, p. 57). Cette définition correspond à l'effet local qui mesure la contribution des facteurs autres que sectoriels à l'évolution de l'emploi. Ils correspondent à des éléments parfois qualifiés d'invisibles en ce qu'ils n'apparaissent pas dans les données relatives au nombre d'établissements ou de salariés. Ils sont ainsi assimilés aux capacités de coopération des acteurs économiques, à la qualité des interactions entre entreprises et à l'ensemble des aspects relationnels, formels ou informels, qui assurent une meilleure coordination des acteurs du territoire et, par conséquent, une plus

grande efficacité de l'activité économique. L'importance accordée à l'effet local vient de sa capacité à renforcer ou, au contraire, réduire les mouvements de l'emploi résultant du *trend* global des secteurs en présence. Il peut ainsi tempérer, voire compenser, les variations à la baisse tout comme il peut renforcer ou diminuer les hausses d'emploi liées à la composition sectorielle du tissu productif.

L'analyse approfondie des 304 Zones d'emploi (ZE) de France métropolitaine au cours de la période 2009-2014 à laquelle nous nous sommes livrés (Carré et Levratto, 2016) rend compte du pouvoir explicatif de l'effet local. Le tableau 1 montre la répartition des ZE présentant un effet local positif (catégorie 1) et négatif (catégorie 2) entre 2000 et 2009 puis entre 2009 et 2014 en faisant apparaître les possibles changements de classe d'une période à l'autre.

Tableau 1 : Répartition des ZE et transferts entre périodes

2009-2014 2000-2009	Cat. 1 Effet local > 0	Cat. 2 Effet local < 0	2000-2009
Cat. 1 Effet local > 0	78	63	141
Cat. 2 Effet local < 0	28	135	163
2009-2014	106	198	304

Source : Acoiss.

Parmi les 141 ZE à effet local positif sur la période 2000-2009, 117 présentent une variation positive de l'emploi. Il s'agit, pour l'essentiel, de ZE orientées vers le tertiaire, principalement situées en Languedoc-Roussillon, PACA et Corse mais aussi, parfois, de ZE à tradition plus industrielle mais qui sont presque toutes localisées en Rhône-Alpes (Valence, Bourgoin ou Vienne). La crise de 2008 a sensiblement modifié cette répartition, l'effet local positif ne concernant plus que 106 ZE, l'accélération du repli de certaines branches de l'industrie étant souvent responsable de ce déclassement. Pour 24 ZE, majoritairement localisées dans les Pays de la Loire, en Bourgogne, Alsace, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes ou Auvergne, cette dynamique locale s'avère insuffisante pour contrebalancer le déclin des secteurs composant l'appareil productif. Paradoxalement, pour nombre d'entre elles (Saverne, Cholet, Laval, Romans ou Clermont-Ferrand), l'exploitation des capacités d'organisation et de coopération autour de spécialisations industrielles porteuses d'économies d'agglomération a permis de contrebalancer l'impact négatif des structures et de préserver une croissance positive de l'emploi.

Parmi les 163 ZE où l'effet local était négatif entre 2000 et 2009, 35 présentaient un effet structurel également négatif. La plupart de ces territoires en difficulté se situent au nord de l'axe Avranches (Manche) – Saint-Claude (Haut-Jura) où l'importance de l'industrie explique leur faible dynamique structurelle. Le processus de destruction ou de reconversion du tissu économique qui s'y déroule depuis de nombreuses années a entraîné une relative dislocation des composantes socio-économiques d'appui à la production (qualification, aménagement, culture, etc.). Depuis la crise de 2008-2009 sont venues s'ajouter des ZE de Bretagne, des Midi-Pyrénées et de PACA.

Cette distinction entre ZE selon le rôle joué par l'effet local conduit à interroger les motifs susceptibles d'expliquer ces performances contrastées. La première remarque est que les paramètres traditionnellement mis en avant par la nouvelle économie géographique comme les processus d'agglomération ou de spécialisation ou bien les qualifications de la main-d'œuvre n'expliquent qu'une petite partie des écarts de performances observés. Ceci n'est pas pour surprendre, les dynamiques locales reposent sur de multiples facteurs (mesurables et non mesurables), de même que des performances identiques peuvent résulter de combinaisons productives variées. Ainsi, un effet local négatif est observé dans des territoires en reconversion industrielle ou dominés par certains types de services. On remarque aussi que les traditions culturelles en matière de coopération jouent des effets différents selon les caractéristiques du tissu productif et, en particulier, de sa concentration. Les ressources propres d'un territoire ne sont cependant pas les seuls déterminants de sa performance. Interviennent également les relations qu'il entretient avec les territoires voisins, point que nous allons aborder dans la section suivante.

III. LES LIENS INTERTERRITORIAUX : L'AUTOCORRÉLATION SPATIALE

Les outils habituels de l'analyse empirique des performances et des dynamiques des territoires tendent à estimer ces derniers à partir d'informations concernant leurs propres caractéristiques. Implicitement, cela revient à considérer chaque unité spatiale comme une île. Or, l'économie spatiale, inspirée par la première loi de la géographie de Waldo R. Tobler (1970) selon laquelle ce qui est proche a plus de chance de se ressembler que ce qui est éloigné, a mis l'accent sur l'importance de la proximité. Souvent abordée sous un angle géographique, cette dernière

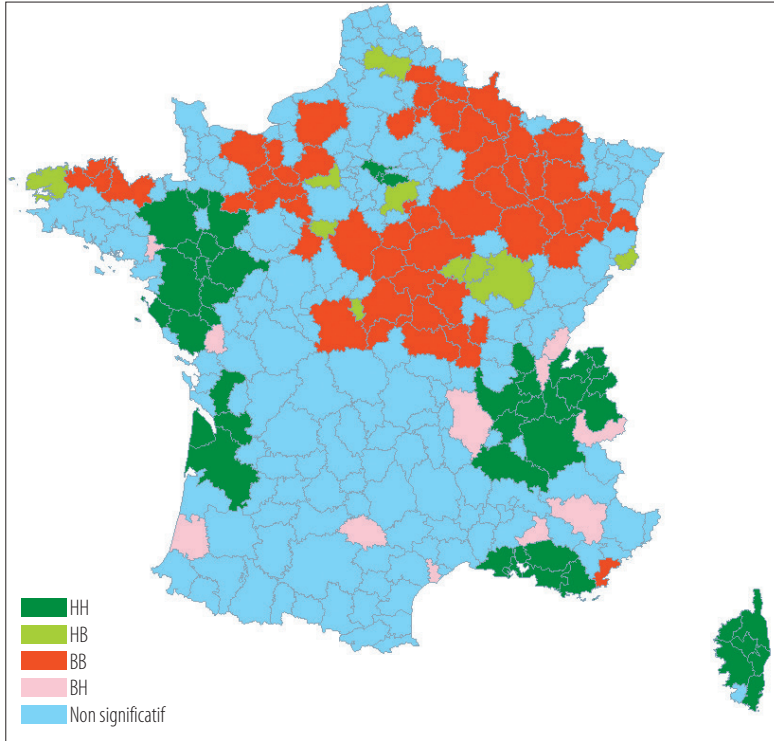


Figure 2. Autocorrélation spatiale de la variation de l'emploi salarié 2009-2014.

Source : Acoess, Matrice de distance inverse. Calculs et cartographie : EconomiX.

conduit à la prise en compte de l'autocorrélation spatiale qui en est l'expression technique. Nos recherches ont intégré cette dimension et mettent ainsi l'accent sur les relations interterritoriales comme facteur explicatif des performances observées au sein d'un territoire donné.

La carte de la figure 2 illustre ce phénomène. Elle décrit l'autocorrélation spatiale de la variation de l'emploi salarié au cours de la période 2009-2014 observée au niveau des ZE.

En premier lieu, cette carte illustre l'inégale répartition des liens interterritoriaux. Les ZE de la moitié nord, des façades atlantique et méditerranéenne et de la région Rhône-Alpes sont davantage influencées par leurs voisins que les ZE du centre et du sud-ouest de la France. En second lieu, on constate que les relations significatives dessinent un paysage économique du type « qui se ressemble, s'assemble ». En effet, les agglomérats de ZE à dynamique de l'emploi positive

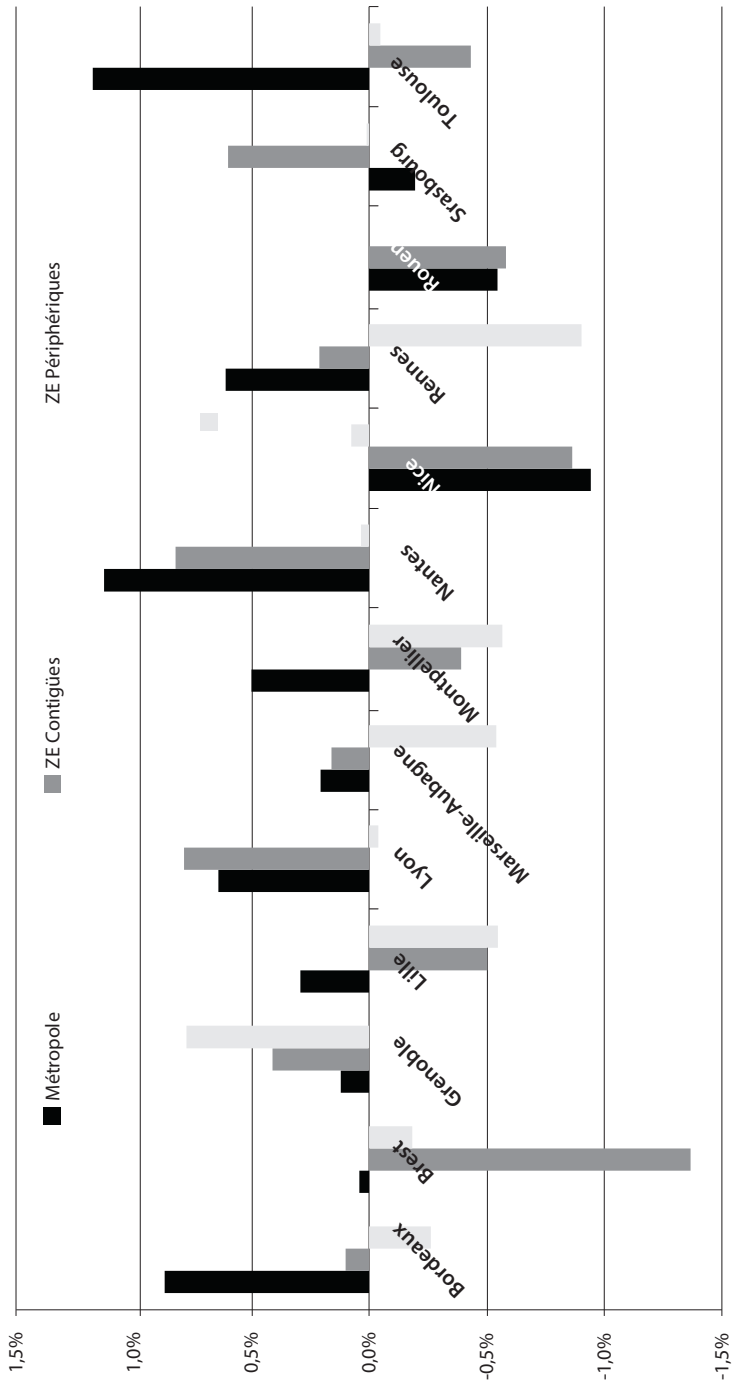


Figure 3. Comparaison des effets locaux en fonction de la distance à la métropole (2009 – 2014). Source : Acoiss.

dominant en Bretagne et Vendée, en Rhône-Alpes, autour de l'estuaire de la Gironde, autour de Marseille et en Corse alors que du nord-est au centre en passant par la Bourgogne et, dans une certaine mesure, en aval de Paris dominant des regroupements de ZE à dynamique négative de l'emploi. Une partie du succès de la Bretagne et du nord de la région Rhône-Alpes au cours de cette période s'explique ainsi par la capacité de ces espaces à créer, par de multiples canaux, des relations vertueuses entre leurs différentes composantes, comme le montre l'effet local positif qui leur est associé. Au contraire, les ZE à dynamique négative de l'emploi entourées de ZE du même type se caractérisent également par un effet local négatif accréditant ainsi la thèse que l'effet local découle en grande partie de la coopération et de la coordination interne et externe.

Le positionnement des métropoles sur cette carte appelle également quelques commentaires quant à leur capacité à impulser une croissance économique partagée avec les territoires avoisinants (cf. aussi Levratto *et al.*, 2017). En effet si certaines, comme par exemple Lyon, Nantes ou Bordeaux, exercent un effet de diffusion sur les ZE contiguës, il n'en est pas de même de Montpellier ou de Toulouse qui ne partagent aucune dynamique avec les territoires alentour. La figure 3 précise ce constat grâce à la comparaison des effets locaux mesurés au sein des systèmes métropolitains³. Elle rend compte de la diversité de situations qui se manifeste à travers les hiérarchies entre les trois catégories de territoires : ZE métropolitaines, ZE contiguës et ZE dites « périphériques ».

CONCLUSION ET PRÉCONISATIONS

Cette présentation des facteurs internes et externes dont la combinaison détermine les trajectoires en matière d'emploi des différentes unités spatiales françaises conduit à exprimer certaines recommandations pour les décideurs politiques. Elles vont dans le sens d'une action publique orientée vers une meilleure coopération entre les acteurs des territoires. Élément de discours devenu classique, ce domaine n'en reste pas moins à améliorer pour gagner en compétitivité. Cela suppose d'abord une meilleure valorisation des ressources par la mise en contact des différents acteurs des écosystèmes technico-productifs. Les PME doivent être les cibles prioritaires de ces actions portées par les territoires

3. Il n'existe pas de ZE « périphériques » pour la métropole rouennaise; toutes les ZE sont contiguës.

car les stratégies des grands groupes, importants pour l'économie nationale, échappent largement aux orientations locales. L'amélioration de la coordination passe ainsi par :

- le développement d'écosystèmes à travers des relations marchandes et non marchandes ainsi que de flux de biens et d'informations qui supposent différentes formes de proximité (géographique, organisationnelle, culturelle) ;
- l'adaptation des structures d'intermédiation, d'accompagnement à l'adaptation des PME ;
- la coopération entre les différents acteurs publics institutionnels des différents niveaux (métropole, intercommunalités, région, etc.) entre eux d'abord mais aussi avec les acteurs de la recherche et les milieux de l'innovation.

Bibliographie

- AUDRETSCH D. B. and DOHSE D., "Location : A Neglected Determinant of Firm Growth", *Review of World Economics*, 143(1), 2007, p. 79-107.
- AUDRETSCH D. B. and FELDMAN M. P., "Knowledge spillovers and the geography of innovation", in J. F. T. J. V. Henderson (ed.), *Handbook of Regional and Urban Economics*, vol. 4, Elsevier, p. 2713-2739.
- BEHRENS K. and THISSE J.-F., "Regional economics: A new economic geography perspective", *Regional Science and Urban Economics*, 37(4), 2007, p. 457-465.
- CARRÉ D. et LEVRATTO N., « L'analyse spatiale de la croissance des emplois dans la région Île-de-France », in PRAGER J.-C. (ed.) *Le Grand Paris Express, Les enjeux économiques et urbains*, Paris, Economica, 2019, 544 p.
- *Analyse qualitative de l'effet local. Étude de territoires particuliers*, Rapport de recherche pour l'Institut CDC pour la recherche et l'Assemblée des Communautés de France, janvier 2016.
- LEVRATTO N. et LIEVAUT J., *Les déterminants locaux de la croissance des entreprises*, Rapport pour l'Institut CDC pour la recherche et l'Assemblée des Communautés de France, 2013.
- CARRÉ D., et LEVRATTO N., « L'Île-de-France et ses départements : Proximité et économie de localisation », *Géographie Économie Société*, 13(3), 2011a, p. 273-299.
- *Les performances des territoires. Les politiques locales, remèdes au déclin industriel*, Paris, Le Manuscrit, 2011b, 454 p.
- COMBES P. P., DURANTON G., GOBILLON L. and ROUX S., "Estimating agglomeration economies with history, geology and worker effects",

- in GLAESER E. L. (dir.), *Agglomeration Economics*, vol. I, Chicago, University of Chicago Press, 2010, p. 15-66.
- “Spatial wage disparities: Sorting matters!”, *Journal of Urban Economics*, 63(2), 2008, p. 723-742.
- COMBES P. P. et LAFOURCADE M., *Revue de la littérature académique quantifiant les effets d'agglomération sur la productivité et l'emploi*, Rapport réalisé pour la Société du Grand Paris, janvier 2012.
- COMBES P. P., MAGNAC T. et ROBIN J. M., “The dynamics of local employment in France”, *Journal of Urban Economics*, 56(2), 2004, p. 217-243.
- DEMMOU L., « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et Statistique*, n° 438-440, 2010, p. 273-296.
- JOHANSSON B., “Parsing the menagerie of agglomeration and network externalities”, in KARLSSON C., JOHANSSON B. and STOUGH R-R. (ed.), *Industrial clusters and inter-firm networks*, Edward Elgar, 2005, p. 107-147.
- LEVRATTO N., BRUNETTO M., CARRÉ D. et TESSIER L., *Analyse comparée des dynamiques d'emploi et de créations d'entreprises dans les métropoles françaises et leurs hinterlands*, Rapport de recherche pour France Stratégie, le Commissariat général à l'égalité des territoires et l'Institut CDC pour la recherche, mars 2017.
- LEVRATTO N. and GARSAA A., “Does the employment growth rate depend on the local context? an analysis of French industrial establishments over the 2004-2010 period”, *Revue d'économie industrielle*, 153(1), 2016.
- STORPER M., *Keys to the city*, Princeton, Princeton University Press, 2013, 288 p.
- TOBLER W. R., “A Computer Movie Simulating Urban Growth in the Detroit Region”, *Economic Geography*, 46, 234, 1970.